



Où est la violence dans la société ?

La vague de contestation et de colère soulevée par la loi de Sécurité globale a continué ce samedi : des manifestations ont à nouveau eu lieu dans 90 villes pour dénoncer les violences policières et le renforcement de l'autoritarisme de l'État. Elles se sont jointes bien souvent aux manifestations contre le chômage et la précarité prévues le même jour. Tout naturellement, car le tour de vis sécuritaire n'a pour seule raison d'être que la crainte du gouvernement de voir exploser la colère sociale : il veut pouvoir donner libre cours à la répression.

Opération blanchiment

Pourtant, vendredi, Macron s'était livré à une opération grand écart qui n'a pas convaincu les dizaines de milliers de manifestants, dont beaucoup de jeunes. Il a prétendu s'adresser à eux en se faisant interviewer en ligne sur Brut, entre autres par le journaliste Rémy Buisine, celui que les flics avaient délogé à coups de botte tandis qu'ils chassaient les migrants place de la République.

Pendant deux heures, Macron a essayé de désamorcer l'indignation suscitée par les images du tabassage des réfugiés ou de celui du producteur de musique Michel Zecler. La main sur le cœur, il a parlé des « violences inadmissibles » de certains policiers, a semblé découvrir l'existence des contrôles au faciès – qui sont le lot quotidien des jeunes ou moins jeunes des quartiers populaires – et même désavoué les mots de Darmanin pour lequel les policiers auraient juste « déconné ». Et de proposer un numéro vert pour ceux qui voudraient dénoncer des policiers « déconnants ».

Les syndicats de police ont tout de suite crié à la trahison. Pourtant, ces mots creux n'avaient qu'une fonction : blanchir le projet de loi qui vise à entraver notre liberté de contester et dont l'article 24, pas encore supprimé mais juste en cours de réécriture, est taillé pour assurer aux forces répressives de police l'impunité face à ceux qui filmeraient leurs exactions.

Contesté, Darmanin, a trouvé de son côté un dérivatif : la loi sur le « séparatisme » voulue par Macron. Fraichement rebaptisée « Loi confortant les principes républicains », elle est destinée à cibler une partie des classes populaires bien plus qu'à lutter contre le terrorisme ! La chasse au faciès reste ouverte et la violence des forces de police, que Macron prétend vouloir « exemplaires », encouragée.

Puis opération discrédit

Dès samedi, les manifestants ont eu un bel aperçu de cette violence... de la part de l'État ! Par décision du gouvernement ou du préfet de police de Paris, passé maître à casser du manifestant, ou des deux, la manifestation parisienne était serrée de près par un nombre incalculable de gendarmes et CRS. Cet arsenal impressionnant destiné à intimider ceux qui défilaient n'a pas empêché des black blocks ou prétendus tels (quelque 400 dit la presse, mais combien de provocateurs policiers parmi eux ?) de mener des casses. Ce qui tombait bien à pic pour le gouvernement. Le soir même, ceux qui étaient devant les journaux télévisés ont eu, eux aussi, leur part d'intimidation : la police y était félicitée pour avoir protégé les manifestants des casseurs, le monde à l'envers !



La violence, parlons-en !

Pas un jour ne passe sans que des licenciements ne soient annoncés chez Danone, Auchan, Safran, Elior, Latécoère, 35 000 en tout depuis septembre selon des estimations. Malgré le plan d'aides massives à ces grands groupes capitalistes, ceux-ci ont toute liberté pour jeter des travailleurs dans la misère en pleine crise liée à la pandémie. L'argent magique que le gouvernement a sorti de son chapeau, qu'il a refusé aux hôpitaux publics et aux Ehpad, se rendant responsable de milliers de morts, sert aujourd'hui à licencier en toute impunité !

C'est cela la violence de ce système économique : nous sommes « libres » d'aller pointer au chômage, les petits commerçants de mettre la clef sous la porte, tandis que les capitalistes empochent les milliards et imposent des reculs aux travailleurs. Ceux qui se mobilisent ont bien raison, la défense de nos conditions de vie et de nos libertés vont de pair.

La paille et la poutre

A peine la poutre effondrée sur les voies, les communiqués se sont multipliés pour se dédouaner. Valérie Péresse twittait pour demander des comptes à la direction de la SNCF qui elle-même se fendait d'un communiqué pour demander des comptes à Vinci, l'entreprise responsable du chantier, qui à son tour renvoie à ses sous-traitants. Tout est bon pour se refiler la patate chaude plutôt que d'essayer de résoudre le problème collectivement. Ou comment voir la paille dans l'œil du voisin quand on a une poutre... sur ses voies !

Laisse Béton

Si heureusement la poutre n'a pas fait de victimes, elle a eu des conséquences importantes pour des milliers d'usagers incapables de se rendre à leur travail. Mais cela aurait pu être une catastrophe d'une autre ampleur...

Les travaux en question n'avaient certes pas été commandées par la SNCF mais, situés au-dessus des voies, ils engageaient évidemment la responsabilité de la direction même si elle s'en défend. La logique est la même dans tous les secteurs, y compris dans le bâtiment où les accidents du travail sont nombreux : les budgets de plus en plus réduits, la sous-traitance en cascade permettent aux grandes entreprises, dont la SNCF, de rogner sur les coûts.

A bon entendeur...

A Ivry, à cause de la poutre, nous sommes en chômage forcé - et les amputations de revenus qui vont avec. Nous subissons déjà le chômage partiel à cause du covid, tandis que la direction va percevoir des indemnités. Nos revenus doivent être maintenus, primes comprises ! Si elle veut que ses trains reprennent quand la voie sera libre...

La colère monte à la ligne C ...

Avec les nouveaux roulements, les conditions de travail et les salaires sont aussi attaqués à la conduite Ligne C. On n'a pas prévu de se laisser faire, un premier rassemblement devant la feuille d'Austerlitz à l'initiative de nos collègues de Versailles a permis d'échanger entre mécanos de différentes résidences et un appel à la grève pour le lundi 14 décembre est sorti. Le même jour que les conducteurs de Saint-Lazare. Soyons nombreux en grève lundi 14 décembre. Rdv à 10h devant la feuille d'Austerlitz !

... et dans tous les services !

Ce mardi une réunion interservices s'est tenue à l'appel des TA d'Ivry qui avaient fait grève au début du confinement pour les salaires et les sous-effectifs. Une vingtaine de cheminots, conducteurs de manœuvres et de ligne, aiguilleurs, contrôleurs se sont retrouvés pour un premier échange. L'occasion de se rendre compte que partout le

mécontentement est présent contre les bas salaires, et de commencer à préparer la riposte. Si la direction peut souffler un peu avec la poutre qui réduit le trafic, organisons-nous pour lui causer bien d'autres problèmes une fois les voies libérées.

Un plan social par an

D'après un article du Monde, le « spectre d'un plan social rampant » hante la SNCF. Beaucoup de pincettes pour une situation qui est déjà bien réelle. En moyenne, ce sont 2 800 emplois détruits chaque année depuis 1980, surtout via des départs non remplacés, en forte hausse ces derniers temps.

Toutes et tous en grève le 17 décembre !

Une journée de grève est appelée à la RATP par tous les syndicats contre l'ouverture à la concurrence progressive du réseau bus. En jeu, le transfert de l'ensemble du personnel vers des filiales privées, la suppression de repos et l'augmentation du temps de travail (+230 heures de conduite l'année).

Pour le patronat du transport public ou privé, il s'agit de créer un marché où nous serons constamment mis en concurrence. Un moyen de pression sur les salaires et les conditions de travail, dès aujourd'hui. Cette politique est préparée depuis des années par la dégradation continue de nos conditions. Battons-nous pour refuser toute concurrence et tout recul social.

L'appel a été relayé dans certaines compagnies privées de transport public en grande banlieue et en Province, ainsi que par des syndicats cheminots. Privé, public, RATP, SNCF, nous sommes toutes et tous dans le même bateau : comme cet hiver contre la réforme des retraites, ripostons ensemble !



Lisez la presse révolutionnaire !

Retrouve le dernier numéro de notre revue Convergences Révolutionnaires sur le site : convergencesrevolutionnaires.org. Et chaque semaine, un point de vue militant sur l'actualité : lanticapitaliste.org

La main à la poche, la main à la pâte

L'Étincelle-NPA n'est pas subventionnée, ni par l'État, ni par la direction de la SNCF. Jusqu'à mi-janvier, verse à la souscription ! Contacte nos diffuseurs, envoie-nous un mail, like et partage la page facebook.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

f NPA – Étincelle SNCF Paris Sud-Ouest

Web Convergences Révolutionnaires SNCF Paris Sud-Ouest ou Nouveau parti anticapitaliste

Mail cr@convergencesrevolutionnaires.org

Imp.Spé.NPA

